

PIERRE MUSSO

Les réseaux amplifient l'action socio-politique, mais ne la remplacent pas.

Depuis deux siècles, chaque «révolution industrielle» est appuyée et accompagnée de la formation d'un grand réseau technique territorial. Au début du XIXe siècle, ce fut les chemins de fer, ensuite le réseau électrique et enfin, le réseau internet, né de la convergence des télécommunications et de l'informatique. Ces grands complexes industriels ont pu être définis comme des «macro-systèmes techniques», car ils combinent des réseaux techniques et des structures de pouvoir¹.

La «troisième révolution industrielle», celle de l'informatique, commencée dans les années 1950, se traduit par l'informatisation généralisée de la société et de l'économie et par le développement de l'Internet, des réseaux sociaux et des systèmes d'information², mais aussi des techniques de simulation virtuelle et du numérique. Le nouveau «macro-système technique» est ainsi constitué de réseaux d'informations,

de commande et d'échanges interconnectés et imbriqués aux réseaux de transports et d'énergie. Internet en est la voie publique et les systèmes d'information des institutions et des entreprises en sont les voies privées. Le web forme un nouvel espace public riche d'actions, de rencontres et de partage dans des «communautés» d'intérêts ou d'affinités planétaires, a-territorialisées (les «réseaux sociaux»). Il forme un espace-temps de l'ubiquité et de la co-présence, d'échanges et surtout un moyen d'augmentation et d'amplification de toutes les activités. C'est un «deuxième monde».

Le développement des grands réseaux techniques a toujours été accompagné de nombreux mythes, fictions, images et imaginaires, destinés à les socialiser. Au-delà des variations que prend la figure réticulaire selon les artefacts techniques auxquels elle est liée, demeure l'invariant du réseau, à savoir la fétichisation du changement social réalisé grâce à la technique. Le réticulaire puise toujours à un fond mythologique indiquant le destin et le passage social. Désormais, le changement social serait vécu en permanence par la connexion, le «branchement», la circulation, l'immersion dans les flux et les mondes virtuels. Ainsi le réseau technique devient-il la fin et le moyen pour penser et réaliser la transformation sociale, voire les révolutions de notre temps. Qu'il soit fiction lit-

téraire, futurologie ou analyse socio-économique de la société en réseaux, l'imaginaire du réseau ne cesse d'annoncer la «révolution» des (et par les) réseaux. C'est une façon de faire l'économie des utopies de la transformation sociale, d'opérer un transfert du politique sur la technique. La technique jouerait le rôle de prothèse multiforme dans les sociétés éclatées et délitées : les réseaux de communication tiendraient lieu de lien social et d'outils pour une nouvelle démocratie directe, interactive et instantanée. Ce versant euphorique du réseau technique considéré comme un nouveau lien social universel donne sens à l'activité et aux désirs des «internauts branchés» qui communient dans une vision anti-hiérarchique, anti-pyramidale ou anti-bureaucratique. Cette théologie libertaire du réseau rencontre celle des cyber-entrepreneurs (EBay, Amazon, etc.) qui eux, y voient une «place de marché planétaire» pour un commerce électronique à la fois mondialisé et personnalisé. L'illusion politique d'une démocratie participative («e-démocratie») grâce à la connexion au net, est une autre déclinaison de cette religion technologique.

Or, il n'y a là que reprise d'une «vieille» utopie technologique montée par les ingénieurs saint-simoniens au début du XIXe siècle quand naquirent les premiers réseaux techniques modernes, le chemin de fer et le télégraphe. Les

1. Voir Alain Gras, Les macro-systèmes techniques, «Que Sais-Je?» PUF. 1997

2. «Ensemble des éléments participant à la gestion, au stockage, au traitement, au transport et à la diffusion de l'information au sein d'une organisation» (Wikipédia).

saint-simoniens théâtralisèrent la pensée réticulaire : le réseau technique devint pour eux le symbole de « l'association universelle ». Un de leurs leaders, Michel Chevalier systématisa cette conception des réseaux, écrivant, « Améliorer la communication, ... c'est faire de l'égalité et de la démocratie. Des moyens de transport perfectionnés ont pour effet de réduire les distances non seulement d'un point à un autre, mais également d'une classe à une autre ». La réduction géographique des distances physiques, voire l'interchangeabilité des lieux, grâce aux voies de communication, équivaldrait à la réduction des distances sociales. Le culte moderne du réseau est né.

Ce mythe construit vers 1830, perdure. Il est même réactivé à l'apparition de chaque nouveau réseau technique : l'électricité dont Lénine dira qu'elle définit le socialisme en l'associant au pouvoir des soviets ou le téléphone puis Internet, considérés comme les « systèmes nerveux » de la société. Ainsi au milieu des années 1990, le vice-président américain Al Gore put déclarer devant la communauté internationale : « Le Président des Etats-Unis et moi-même pensons qu'un préalable essentiel à un développement durable pour tous les membres de la famille humaine est la création d'une Infrastructure Globale d'Information. Elle encerclera le Globe avec des superautoroutes sur lesquelles tous les peuples pourront circuler. (...) Son intelligence distribuée diffusera une démocratie participative... Je vois un nouvel Age Athénien de la démocratie forgé dans les forums qui y seront créés » !

Cette mythologie du réseau - que nous avons nommée une « rétiologie »³ - se présente volontiers sous la forme d'une utopie, annonciatrice d'un « nouveau monde ». On peut identifier six « marqueurs » caractéristiques des discours récurrents sur le réseau. Le premier marqueur, le plus ancien, associe le réseau et le corps, et en particulier le cerveau et le réseau. Ainsi Internet serait-il le « cerveau planétaire », producteur d'intelligence collective ou collaborative. Le réseau technique est toujours comparé à un organisme humain, ou à une de ses parties (réseau sanguin ou

système nerveux) par le biais de la métonymie.

Le deuxième marqueur indique que le réseau est formalisable car il répond à une logique ou à un ordre caché. Ainsi l'Internet est présenté comme un réseau décentralisé, intermédiaire entre le réseau audiovisuel centralisé et le réseau téléphonique maillé. Le troisième marqueur est le plus puissant : le réseau technique annonce une révolution sociale, par éclatement de la structure sociale existante et promesse d'une nouvelle « modernité ». Le quatrième marqueur veut que les réseaux contribuent à la paix, à la prospérité et à l'association universelle, car ils réalisent une ouverture artificielle planétaire. C'est par exemple, la thèse de Manuel Castells sur le « capitalisme informationnel » et la « société en réseaux »⁴. Cinquième marqueur : le réseau apporte la prospérité économique, le progrès, de nouvelles richesses, la multiplication des nouveaux services, une « nouvelle économie », etc. Le dernier marqueur inscrit un choix de société, de politique ou d'organisation dans l'architecture même du réseau technique : verticalité contre horizontalité, centralisation contre décentralisation, pyramide versus réseau. Là encore, le réseau déplace le politique et l'inscrit dans des choix techniques.

Décrypter l'idéologie du réseau ne signifie pas critiquer l'usage des techniques réticulaires. Il s'agit au contraire de les éclairer en n'identifiant pas la technique et le socio-politique. Cette critique n'est en rien incompatible avec le constat que le net et les réseaux sociaux sont des moyens d'informations et d'amplification de l'action politique et sociale traditionnelle, comme le montrent bien nombre de révoltes récentes. Mais cela permet d'éviter de réduire le « printemps arabe » ou d'autres mouvements populaires à de simples « révolutions facebook ».

En effet, les révoltes dans les pays arabes ont pu être qualifiées, notamment au Nord, de « révolutions internet ». Ce slogan s'appuie sur quelques images symboliques comme celle de cette femme égyptienne voilée brandissant un clavier d'ordi-

nateur durant les manifestations du Caire. Ainsi le clavier aurait remplacé le drapeau. Wael Ghonim, un jeune égyptien, chef du marketing chez Google pour le moyen Orient, avait créé la page Facebook « We are all Khaled Said » du nom de ce jeune torturé et battu à mort par les policiers d'Alexandrie en juin 2010. Venu au Caire pour participer à une manifestation, il fut arrêté et détenu par les forces de sécurité. Ghonim a lui-même qualifié ce mouvement de « révolution 2.0 ». Dans la foulée, l'ensemble du « printemps arabe » fut désigné de « révolution internet, twitter, facebook » ou encore de « cyber-révolution ».

Mais la question demeure de savoir quel est « l'impact socio-politique » des médias, des technologies d'information et de communication (TIC) et des réseaux sociaux sur ces mouvements populaires. Deux thèses extrêmes s'opposent : soit leur rôle serait marginal, voire nul, par rapport aux « fondamentaux » économiques-politiques, soit à l'opposé - et c'est la thèse dominante en Europe et aux Etats-Unis - l'usage croissant des réseaux serait la cause de ces révoltes.

Accepter la première thèse revient à nier l'innovation sociale associée à l'usage des TIC, retenir la seconde réduit l'analyse au déterminisme technologique, voire au « techno-messianisme », selon un mot de l'anthropologue Georges Balandier. Sans mouvements sociaux, politiques et culturels de longue durée, il ne peut y avoir de révolte, et encore moins de révolution. Est-il nécessaire de rappeler que de nombreuses révolutions se sont opérées sans internet et que la « révolte twitter et flickr » d'Iran en 2009 a échoué et que les autorités ont récupéré les photos des manifestants pour renforcer leur répression ? En effet, les révoltes arabes ne furent pas les premières à utiliser les réseaux sociaux, voire à se mobiliser à partir de facebook. Dès février 2008, les réseaux sociaux avaient été utilisés en Colombie pour protester contre les FARC. De même en Italie, le 5 décembre 2009, le mouvement Popolo Viola avait rassemblé à partir de facebook, au moins 350 000 personnes contre la politique de Silvio Berlusconi pour un « No Berlusconi Day ». Là aussi ces mouvements ont eu des difficultés à perdurer et à trouver un véritable débouché politique, alors qu'en Tunisie et en Egypte, les révoltes ont abouti au départ des dirigeants.

3. Voir Pierre Musso, Critique des réseaux, PUF, 2003.

4. Manuel Castells, La société en réseaux. Fayard. 1998.

S'appuyant sur l'expérience du printemps arabe, le mouvement de contestation pacifique OWS (Occupy Wall Street) qui dénonçait en 2011 les abus du capitalisme financier, fut très actif sur les réseaux sociaux et s'étendit très rapidement dans tous les Etats-Unis. Mais au-delà de la contestation, voire de la révolte des « indignés », il n'a pas eu de véritable débouché politique.

On ne peut donc croire au pouvoir révolutionnaire intrinsèque des « réseaux sociaux », sauf à adhérer au slogan du patron de Google qui déclare : « Le but de Google n'est pas du tout de monétiser. Le but est de changer le monde »⁵? La thèse des « révolutions facebook » repose sur l'hypothèse que les médias seraient susceptibles de transformer les critiques de l'opinion en un mouvement social et politique, au même titre que le font les formes traditionnelles d'organisation du politique, à savoir les partis, les associations ou les syndicats. L'expression du malaise généralisé dans la société s'effectue toujours par des mouvements de rue, mais il faut un mot d'ordre, un leader, des partis, des syndicats, des organisations pour créer les conditions d'une révolution.

Inversement, on ne peut ignorer le rôle que les TIC ont pu jouer dans le printemps arabe. En trente jours, par exemple la Tunisie, à l'origine de cette vague, a connu un bouleversement total. Dans cette révolte, partie du centre rural du pays, l'Internet a favorisé la dissémination d'informations non filtrées, issues des internautes eux-mêmes. La communication interpersonnelle, via le téléphone ou les SMS, a relayé l'information et les chaînes de télévision satellitaire, en particulier Al Jazeera, ont permis de diffuser l'information à l'extérieur, démentant la propagande officielle.

Pour sortir des explications simplistes qui établissent un lien de causalité linéaire, en termes d'« effets », « d'impact » de l'innovation technique sur le processus social - comme si la technique agissait de l'extérieur sur le social - ou qui à l'inverse, refusent de prendre en compte la novation internet, nous soutenons que les TIC ne se substituent à aucun autre phénomène : les

partis politiques ou les syndicats et les autres formes d'organisation sociale. Ainsi Hillary Clinton a-t-elle pu déclarer, en commentant le printemps arabe, « Internet c'est la liberté! », faisant d'une technique un symbole.

En revanche, les réseaux de communication sont un facteur d'amplification, d'élargissement et d'augmentation des activités réelles, quelles qu'elles soient, en l'espèce l'action sociale et politique. Car toute technique permet un accroissement d'être et une augmentation de l'action humaine.

5. Newsfactor.com du 12 juin 2008.